

Frente POLISARIO

Representación para Europa



Bruxelles
17 mai 2007

Monsieur, Madame,

Depuis plus d'une semaine des vagues de répression brutale, bestiale, s'abattent sur les étudiants sahraouis à Agadir, à Marrakech, comme à Casablanca et Rabat. Le bilan des interventions des forces de l'ordre marocain est terrifiant. Plusieurs arrestations, plusieurs blessés dont certains graves.

C'est à une véritable « chasse aux sorcières » que se sont livrées les forces de répression dans les campus universitaires, épaulées dans leur besogne par des milices de délinquants recrutées et dirigées en sous main par les forces de sécurité marocaine. Les résidents universitaires sahraouis sont expulsés manu militari.

La répression qui a visé spécialement les étudiants sahraouis, s'est étendue par la suite à leurs proches vivant dans les territoires illégalement occupés par le Maroc, ainsi qu'aux défenseurs des droits de l'homme, et à tous ceux qui ont osé manifester solidarité aux étudiants « damnés ».

Le cas de la jeune étudiante sahraouie SULTANA KHAYA illustre la bestialité, le degré de cruauté des forces de l'ordre marocain, qui se sont acharnées sur SULTANA jusqu'à lui faire perdre l'œil droit. Depuis SULTANA vit sous le choc, son état de santé ne cesse de préoccuper.

KHAYA SULTANA a eu l'œil percé, le visage défiguré, le corps meurtri par les tortures, au motif qu'elle ait osé réclamer pacifiquement la libération de ses compagnons d'étude détenus.

C'est un véritable SOS que nous lançons aux instances européennes et à leurs dirigeants pour intervenir auprès de l'Etat marocain, afin qu'il mette fin à ces actes criminels, et à ces campagnes de violence raciste et systématique qui ont pour cible les Sahraouis.

Nous demandons à l'Union Européenne de condamner ces violations flagrantes et massives des droits de l'homme, d'exiger des autorités marocaines l'annulation de procès iniques intentés aux Sahraouis, et la libération immédiate de tous les prisonniers d'opinion sahraoui, parmi lesquels les étudiants détenus à Agadir, à Marrakech, à Rabat et à Casablanca.

Les accords d'association qui lie l'Union Européenne au Royaume du Maroc, font obligation à celle-ci d'être exigeante avec leur partenaire marocain, au sujet des droits de l'homme, un des principes fondateur de l'Union.

Nous sommes donc en droit d'attendre une réaction rapide et ferme de la part de l'Union Européenne dénonçant les violations massives des droits de l'homme, dont est coupable le Maroc au Sahara Occidental. Il est temps que l'Union diligente une enquête, décide l'envoi des émissaires, afin de s'enquérir de la situation tragique faite aux Sahraouis par le Maroc.

N'est ce pas là une raison supplémentaire pour relancer l'envoi de la délégation ad hoc du Parlement Européen empêché à ce jour par les autorités marocaines de se rendre aux territoires illégalement occupés du Sahara Occidental.

Les autorités marocaines agissent et sévissent en toute impunité contre les Sahraouis qui revendiquent pacifiquement le respect des droits légitimes du peuple sahraoui à l'autodétermination et à la paix. Le Maroc a franchi le seuil de l'intolérable, pour que l'Union Européenne demeure sourde aux appels, aux cris des femmes, des hommes, dont le seul « péché » est d'être Sahraoui et de le revendiquer.

Veillez accepter l'expression de mes très hautes considérations.



Mohamed Sidati
Ministre Délégué pour l'Europe

N.B. : Je joins en annexe à cette lettre un supplément d'information sur cette situation de répression au Sahara Occidental.

*14 Rue Mercelis, 1050 Bruxelles
Tel/Fax : +32 (0) 2511 56 91
GSM : +32 (0) 477 70 62 33*